Ils osent tout… Alors préparons la grève !

Depuis des mois AXESS (syndicat employeur), dont fait partie NEXEM, boycotte les négociations de la Branche Associative Sanitaire, Sociale et Médico-Sociale (BASSMS) au nom de l'absence de moyens pour financer leur projet conventionnel régressif dénommé Convention Collective Unique Étendue (CCUE).

Ceux-là mêmes qui ont pu critiquer par le passé notre refus de participer à certaines négociations utilisent aujourd'hui « la politique de la chaise vide ».

Dont acte : c'est leur droit. Mais par leur décision… Ils mettent à mal les nécessaires et urgentes négociations d'accord dans la BASSMS pour garantir les droits des salariés dans le domaine du Handicap, de la reconversion professionnelle et pour la création d'un Organisme Paritaire de Prévention.

Pour tenter d'aller au bout de leur logique :

- Un cabinet d'expertise vient de contacter l'ensemble des organisations syndicales pour échanger sur la CCUE et « l'échec des négociations ».

- En vue de la visite du président de NEXEM, Alain Raoul, dans un important établissement de Haute Savoie (74), l'ALPYSIA, un questionnaire en direction des salariés de la CCNT66 est utilisé pour leur demander ce qu'ils pensent de leur convention collective mise à mal par plus de 40 années de blocage des négociations au nom de l'austérité budgétaire.

Les employeurs cherchent ainsi à remettre en cause la place et le rôle des organisations syndicales et de leurs représentants, déjà fragilisés par le « droit d'expression des salariés » contenus dans les lois Auroux de 1982, poursuivis par la loi sur la représentativité de 2008, la Loi Travail et par les ordonnances Macron.

Face à ces tentatives nous ne pouvons que réaffirmer :

- → Notre exigence du retour sans attendre des employeurs à la table des négociations.
- → Notre refus d'échanger avec un tiers quelconque sur le contenu des négociations.
- → Notre dénonciation de l'utilisation d'un quelconque questionnaire/référendum « populiste », méthode qui vise à opposer les salariés à leurs élus et leurs organisations syndicales.

Cette offensive pour fragiliser les organisations syndicales, se traduit sur le terrain par des attaques sans précédent contre nos représentants et délégués syndicaux dans d'importantes Associations ou Fondations comme : l'APAJH de l'Aude, l'ADGESSA, COALLIA, Saint JEAN DE DIEU, SONNENHOF.

Elles s'intensifient au moment où Macron/Lecornu annoncent leur nouveau plan d'austérité de 54 milliards.

Dans notre secteur à financement public, comme dans le secteur public, ce nouveau plan va aggraver encore une fois, le blocage des salaires et des indices, remettre en cause nos droits conventionnels et statutaires ainsi que nos droits sociaux.

On voudrait nous museler qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Nous ne laisserons pas faire ! Nous ne nous laisserons pas faire !

Sans attendre, la FNAS FO soutient l'ensemble de ses syndicats et les syndicats engagés dans la mobilisation avec les salariés. Ils savent qu'ils peuvent compter sur notre fédération, nos syndicats et nos élus pour continuer de les représenter, les défendre et améliorer leurs droits.

Nous serons présents, avec notre syndicat et les salariés de la Régie de quartier de Grenoble, en grève et mobilisés mardi 6 octobre 2026 pour exiger le maintien des 11 postes de correspondants de nuit.

Nous serons présents, avec notre syndicat départemental de la Haute-Savoie (SDAS FO 74) et les salariés de l'ALPYSIA, lors de la venue du président de NEXEM dans leur association, les 22 et 23 octobre 2026. A cette occasion, nous réaffirmerons notre refus de la CCUE, nos revendications et porterons notre projet de classification pour la CCNT66/CHRS.

Dans ce contexte, le projet de budget 2027, qui prévoit 54 milliards d'euros de coupe budgétaire, participe de cette offensive généralisée contre les travailleurs, leurs organisations syndicales et contre la Sécurité Sociale.

La FNAS FO ne peut qu'exiger le « **retrait du plan Macron/ Lecornu** ».

Pour faire reculer le gouvernement et nos employeurs. Pour défendre le syndicalisme libre et indépendant.

Préparons la grève !

Paris, le 22 septembre 2026